

# Economie circulaire ET solidaire : une occasion manquée ?

22 FÉVR. 2018 | PAR [LES INVITÉS DE MEDIAPART](#) | ÉDITION : LES INVITÉS DE MEDIAPART

**Les acteurs de l'économie sociale et solidaire et de la défense de l'environnement se mobilisent pour rappeler ses engagements au ministre de la transition écologique et solidaire. Alors qu'à son lancement Nicolas Hulot a exprimé l'ambition de faire de l'économie circulaire le trait d'union entre les deux champs de son ministère, en l'état actuel des discussions le compte n'y est pas.**

## LORS DE L'OUVERTURE DES TRAVAUX SUR LA FEUILLE DE ROUTE GOUVERNEMENTALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE,

Nicolas

Hulot a affiché une ambition politique claire en affirmant que les enjeux sociaux devaient être à la mesure des enjeux environnementaux.

Autrement dit, la ferme volonté de placer l'Economie sociale et solidaire au cœur de l'Economie circulaire. Pour, nous, acteurs de l'ESS et défenseurs de l'environnement c'était l'engagement de mesures fortes permettant un changement d'échelle significatif avec à la clé la création de dizaines de milliers d'emplois non délocalisables pour les personnes les plus précaires.

Aujourd'hui, 25% des déchets ménagers sont en réalité des objets qui pourraient avoir une seconde vie. Pourtant, seuls 2,5% sont effectivement réemployés. Des chiffres qui démontrent le potentiel de développement considérable du réemploi. Ce développement est conditionné à des changements profonds de comportement de la part des citoyens et des

concevoir réparable, apprendre à réparer, donner plutôt que de jeter, trier (plus et mieux) etc.

### L'AUTEUR



[LES INVITÉS DE MEDIAPART](#)

[280 BILLETS](#)

[147 CONTACTS](#)

[14 ÉDITIONS](#)

[2511 ARTICLES D'ÉDITIONS](#)

Ces évolutions ne pourront s'opérer sans une mobilisation citoyenne qui doit être initiée, soutenue et accompagnée par les pouvoirs publics. Les structures locales dédiées au réemploi (Ressourceries, Emmaüs, recycleries) ont un rôle majeur à jouer pour relever le défi de la transformation des modes de consommation.

Alliant plus-value sociale et environnementale, elles trient, réparent et redistribuent les objets que des centaines de particuliers leur apportent chaque jour. Ce qui peut être réutilisé est revendu à prix solidaire. Une dynamique qui donne du pouvoir d'achat aux habitants et revitalise les cœurs de villes en milieu rural. 90% des tonnages qu'elles collectent sont réemployés ou recyclés.

Ces associations mobilisent des milliers de personnes qui participent chaque jour à leur fonctionnement : pour un emploi créé, elles génèrent l'engagement d'un bénévole. Elles prennent soin de l'humain *et* de son environnement, dans une logique d'entraide à contre-courant d'un modèle de compétition généralisée, intrinsèquement incompatible avec la préservation de la planète.

Pourtant, leurs actions sont aujourd'hui menacées, touchées de plein fouet, notamment par la diminution des contrats aidés et la réduction des dotations aux collectivités. Certaines ont déjà fermé, d'autres sont au bord de le faire. Ces structures de proximité sont pourtant plébiscitées par les habitants, luttent contre l'exclusion, protègent l'environnement et créent du lien social.

Cette situation met sur la table de façon aiguë la question de leur financement. La feuille de route économie circulaire est l'occasion pour la France de créer un modèle innovant pour favoriser le réemploi à l'échelle nationale.

Dans le cadre de la concertation lancée par le gouvernement, nous avons plaidé pour des objectifs chiffrés pour le réemploi en termes de tonnages et de postes de travail. Le tout soutenu par un dispositif de financement spécifique qui aurait le double avantage de se faire sans nouvelle dépense publique.

Le principe de responsabilité élargie du producteur veut que certaines entreprises reversent une éco-contribution sur chaque produit pour financer le coût de la gestion de sa fin de vie. Il suffirait tout simplement d'en allouer une part aux activités du réemploi solidaire, qui contribuent précisément à en prolonger la durée de vie.

A ce stade, le Ministère est resté sourd à nos demandes, alors même que le réemploi de 900 000 tonnes par an permettrait d'économiser 180 millions d'euros sur le traitement des déchets et de créer à terme 70 000 emplois. Sans arbitrage sur un financement simple, juste et efficace, ces objectifs resteront malheureusement des vœux pieux.

Mais il est encore temps de faire de l'économie circulaire une économie pleinement solidaire, et d'éviter ainsi que cette feuille de route se résume à une regrettable occasion manquée

### **Signataires :**

Jean BURNELEAU, président de la fédération COORACE

Anémone BERES, présidente de la fédération Envie

Flore BERLINGEN, directrice de l'association Zero Waste France

Florent COMPAIN, président des Amis de la Terre

Michel DUBROMEL, président de France Nature Environnement (FNE)

Aurélien FURET, président du Réseau Francilien du Réemploi (REFER)

Thierry KUHN, président d'Emmaüs France

Audrey PULVAR, présidente de la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH)

David ROMIEU, président du réseau des ressourceries

*Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.*